



HAL
open science

Comment sortir de la violence (ou ne pas y entrer) ?

Yvon Le Bot

► **To cite this version:**

Yvon Le Bot. Comment sortir de la violence (ou ne pas y entrer) ?. [Rapport de recherche] Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH); Agence National de la Recherche (ANR). 2021. hal-03338829

HAL Id: hal-03338829

<https://hal.science/hal-03338829>

Submitted on 9 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapport scientifique – ANR SoV

Tâche 4 Comment sortir de la violence (ou ne pas y entrer) ?

Responsable
Yvon Le Bot

Composition de l'équipe (membres permanents) :

Sophie Daviaud, politologue, Sciences-Po Aix-en-Provence ; procès pour crimes contre l'humanité, démobilisation des paramilitaires et recomposition des violences ; Colombie, Argentine.

Marie-Christine Doran, politologue, Université d'Ottawa ; droits humains et transition démocratique ; Chili, Mexique.

Narda Henriquez, Universidad Catolica del Perú, post-conflit, réparation et genre.

Ricardo Peñaranda, sociologue et historien, Universidad Nacional de Colombia ; réinsertion des acteurs armés ; Colombie.

Eduardo Pizarro, politologue et ancien ambassadeur ; processus de paix, Cour pénale internationale ; Colombie, comparaisons latino-américaines.

Victor Quintana, sociologue, Universidad de Ciudad Juárez ; sortir de la violence à Ciudad Juárez ? ; Mexique.

Maria Victoria Uribe, anthropologue et historienne, Universidad El Rosario, Bogotá ; mémoire de la violence, voix féminines ; Colombie.

Maria Emma Wills, CNMH, Universidad de los Andes, mémoire historique, mémoire individuelle ; les femmes, la guerre et la paix, Colombie.

Des étudiants en doctorat — **John Sabogal, Johanna Carvajal, Coralie Morand** — ont été associés aux travaux de la tâche 4.

Des membres du conseil scientifique de SoV — **André Guichaoua, William O'Neill, Jacques Sémelin** — ont participé activement à certaines manifestations (séminaires, colloques) en liaison avec la tâche.

Objectif de la tâche

Etudier les conditions, les acteurs et les modalités de sortie de violence, principalement des violences extrêmes présentant une dimension politique.

La question « comment sortir de la violence ? » est moins travaillée que celle de l'entrée et des engrenages des violences. C'est l'originalité du projet SoV que d'en avoir fait une question centrale. L'interrogation est transversale et commande l'ensemble du programme. Les diverses « tâches » y convergent.

Problématique et thématique

Définitions

Violences extrêmes. Nous entendons par violences extrêmes des violences « excessives » au regard d'une explication en termes instrumentaux ou fonctionnels, des pratiques atroces, des pratiques de la cruauté, systématiques et souvent combinées entre elles : massacres (dont les massacres de masse et les génocides),

disparitions forcées, enlèvements, tortures, viols, mutilations...

Radicalisation/déradicalisation.

Les termes « radicalisation » et « déradicalisation » renvoient à une notion flottante et relativement floue. Ils sont souvent empreints de jugements de valeur, normatifs, moraux et juridiques. Dans ce projet nous adoptons l'acception que leur donne Farhad Khosrokhavar (voir tâche 2). En Amérique latine plutôt que de radicalisation et de déradicalisation, il semble plus approprié de parler d'engagement et de désengagement dans des actions violentes. Selon Scott Straus, aux Etats-Unis non plus ces termes ne sont pas usuels dans la littérature scientifique. Rappelons que dans les années 1960, le terme *radicals* désignait aussi bien des pacifistes, des militants contre la guerre du Vietnam ou du mouvement pour les droits civiques que des partisans de méthodes violentes (Malcolm X, Black Panthers et autres)

Pensée et pratiques « radicales » ne sont pas toujours liées à des violences. « Déradicaliser », est-ce la voie royale pour sortir de la violence ?

La **violence djihadiste** domine et oriente une grande partie des travaux récents. Le programme SoV cherche à confronter les enquêtes et réflexions à ce sujet (très présentes dans la tâche 2) à d'autres expériences, d'autres cas en Amérique latine, en Europe, en Afrique.

Comme les autres tâches, nous avons adopté une **approche transdisciplinaire**, combinant sociologie, anthropologie, sciences politiques et des droits humains. Comme annoncé dans le projet originel, la tâche 4 a mis un accent particulier sur des expériences latino-américaines, notamment colombiennes et mexicaines.

L'état de l'art, les enquêtes de terrains, les séminaires, ateliers et colloques ont été l'occasion d'échanges qui ont mobilisé aussi des participants aux autres tâches. Ils ont permis d'élaborer une grille de lecture des travaux existants, un cadre théorique, méthodologique et une thématique dont la suite du rapport donne une présentation développée :

- Métamorphoses des violences.
- Sortir de la violence par les acteurs institutionnels, juridico-politiques.
- Sortir de la violence par les mouvements sociaux.
- Acteurs culturels, créations culturelles.
- L'Histoire, la mémoire et l'oubli.

Au terme de cette recherche nous avons identifié quelques difficultés, limites, ou manques qui peuvent donner lieu à des recommandations et propositions pour d'autres programmes collectifs à venir :

- Consolider la transversalité. Le projet d'enquêtes des terrains transversales, en duo ou trio, n'a pas pu être concrétisé en raison de la forte spécialisation de chacun des chercheurs.
- Étendre la recherche à des aires culturelles et des cas situés en dehors de nos régions et pays de référence, par exemple le Rwanda, l'ex-Yougoslavie, la Birmanie, mobilisations contre l'oubli des violences envers les Indiens au Canada...
- Accorder plus de place aux dimensions économiques, qui sont capitales. Les approches psychologiques, psychiatriques et psychanalytiques n'ont pas été non plus au centre de nos travaux, mais elles ont été prises en compte dans l'étude de plusieurs cas, s'agissant par exemple des conduites post-traumatiques des victimes (stress, répétition, résilience...), voire des

bourreaux, tortionnaires et massacreurs.

Dissémination

Outre quatre colloques internationaux ANR-SoV, un colloque à l'Assemblée nationale, deux séminaires réguliers de la FMSH ont été des lieux de confrontation d'expériences et d'analyses, d'exposition et de discussion des avancées relatives à cette tâche comme aux autres tâches du programme SoV : le séminaire bimensuel de la Plateforme « Violence et sortie de la violence » et le séminaire mensuel de la Chaire Destins mondiaux de l'Amérique latine.

Les travaux de la tâche 4 ont donné lieu à un ouvrage collectif de synthèse, des conférences, des articles dans des revues scientifiques ainsi que dans divers médias (voir les rubriques correspondantes sur le site).

Résultats de la recherche

Il n'y a pas UN modèle, ni seulement deux ou trois modèles de sortie de la violence. Les expériences sont toutes singulières, chaque cas présente des particularités. Toutefois, il est légitime et possible de procéder à des regroupements, sur la base de ressemblances, de proximités entre ces expériences. Cette tâche a permis de dégager non pas des modèles mais des orientations de sortie de violence, des logiques d'action qui dessinent des convergences entre des expériences multiples et singulières.

C'est dans cette perspective que nous avons proposé une grille d'analyse permettant de comparer des cas différents, de tirer des fils entre des expériences diverses et de les mettre au service d'une réflexion générale

Nous avons privilégié l'entrée (en l'occurrence la sortie) par les acteurs, entendus en termes de sociologie de l'action — mais aussi en termes socio-

ethnographiques conformément à une perspective adoptée aussi dans la tâche 2.

Cette entrée peut se décliner selon cinq principaux sous-thèmes. Une typologie qui a surtout une fonction analytique. Dans les faits, les différentes orientations ou figures sont le plus souvent entremêlées.

1- Métamorphoses des violences

Sortir de la violence par d'autres violences, sortir des conflits armés par l'entrée dans d'autres types de violences ?

Cas emblématique colombien. Crime organisé. Violences des narcotrafiquants mexicains et des djihadistes de l'État islamique (Daesh) : parallèles possibles mais limités entre ces phénomènes. Dans le projet SoV tâche 4, ces thèmes sont au centre des travaux d'Eduardo Pizarro, Maria Victoria Uribe, mais ils sont transversaux au programme et abordés aussi par des chercheurs des autres tâches.

Des violences révolutionnaires...

En Amérique latine, on observe dans les dernières décennies un basculement des violences politiquement et idéologiquement orientées aux violences relevant du crime organisé, avec des états intermédiaires, des mixtes, des mélanges. Le premier paradigme (lutttes armées et dictatures) a donné lieu à une littérature considérable et pour l'essentiel bien connue. Concernant spécialement l'entrée et le développement de la violence révolutionnaire (ce que l'on n'appelle pas en Amérique latine la « radicalisation »), ses conditions, ses modalités, ses acteurs. On trouvera une analyse approfondie, synthétique et toujours pertinente des diverses logiques révolutionnaires dans Touraine (1988). L'ouvrage de Wickham-Crowley (1992), propose une lecture historique et comparative du phénomène. Les luttes armées révolutionnaires prenaient leur sens dans un objectif de libération nationale et, pour la plupart, dans un internationalisme

anti-impérialiste. Elles ont laissé place à des violences qui ont perdu ce sens et sont liées à des phénomènes inscrits dans la globalisation plutôt que dans des rapports entre États-nations constitués, en devenir ou en projet.

Rares sont les auteurs qui comme Warren (1993) et Wood (2000 et autres ouvrages) comparent des expériences latino-américaines et d'autres expériences de violence et de sortie de violence à travers le monde.

[Les études sur les formes de violence réactionnaire sont plus rares que ceux sur les violences révolutionnaires. Or ils sont intéressants car ils questionnent l'ancrage de l'État et la capacité des élites à utiliser des formes de violence diverses. Cf. notamment le livre de Leigh Payne (2000), dont l'intérêt principal est de dégager des comparaisons entre des formes de violence très différentes (Argentine, Nicaragua, Brésil). Par ailleurs, le cycle d'ouvrages de Kruijt et Koonings (*Societies of fear*, 1999 ; *Armed actors*, 2004 ; *Fractured cities*, 2007) met en exergue la continuité qui existe dans plusieurs pays entre violence réactionnaire, privatisation de la violence et milieux criminels (commentaire de Jacobo Grajales). L'ouvrage de Coronil et Skurski, *States of Violence*, développe aussi cette idée, tout en montrant comment ces parcours recoupent souvent la violence structurelle, présente dans les rapports de domination en Amérique latine (Rouquié 2010) (Marie-Christine Doran).

L'ouvrage d'Esparza, Huttenbach, et Feierstein (2013), met l'accent sur la violence étatique dans la perspective et des catégories politiques de la guerre froide, comme l'indique le titre, *State Violence and Genocide in Latin America. The Cold War years* (Sabrina Melenotte).]

...aux violences criminelles

La littérature concernant le second paradigme (violences qui se présentent comme infra- ou extrapolitiques, même si

elles peuvent être étroitement liées à la sphère politique), aujourd'hui dominant en Amérique latine, est également immense (en espagnol, en anglais, en français...). Elle consiste principalement en rapports (littérature grise), reportages, témoignages, récits et essais.

Parmi les nombreuses études de cas et analyses relatives à des violences mafieuses et de gangs dans des pays, des régions, des territoires privilégiés dans notre projet mentionnons : Colombie (Camacho 2011-2012, 2014, Guzmán 2011-2012, Burin des Rosiers 1999, Sauloy/Le Boniec 1992), Mexique (Astorga 2003, 2007, 2012, Mastrogiovanni 2017, Panhard 2016, Riveleis 1999), comparaison Colombie-Mexique (Lupsha 1990), Côte d'Ivoire, Proche et Moyen-Orient (Syrie notamment, cf. Augier 2017), mais aussi à des travaux qui se fondent sur d'autres terrains : Brogden (1999) sur la criminalité en Afrique du Sud ; Desmond Arias (2017) sur des groupes armés criminels à Medellín, ainsi qu'à Rio et Kingston, Jamaïque ; Rodgers sur les gangs au Nicaragua ; Faux 2006, Martinez 2012 et autres auteurs sur les *maras* entre Los Angeles et Amérique centrale ; Antimo Farro, Deborah Puccio-Den, Jean-Louis Briquet sur les pratiques mafieuses dans l'espace méditerranéen.

Le passage des violences politiques aux violences criminelles, ou le mélange des deux, n'est pas une exclusivité des pays du Sud. Même à s'en tenir à l'époque récente, on trouve des illustrations de dérives de ce type, individuelles mais aussi collectives, en France, en Corse en particulier en Italie, en Irlande du Nord...

L'utilisation de la Guinée-Bissau par les cartels colombiens et mexicains (Vigh 2006 et 2014) comme plaque tournante, plateforme (*hub*) entre Amérique latine, Afrique et Europe illustre la nécessité de dépasser les cadres nationaux dans l'étude de ces phénomènes.

L'ouvrage de Saviano (2014) sur les réseaux de l'économie de la cocaïne rend bien compte de la globalisation du crime organisé porteur de violences extrêmes dans son articulation au narcotrafic (les Nations unies ont publié dès 1995 un rapport intitulé *La globalisation du crime*).

Crime organisé, finance dérégulée, corruption généralisée

Plusieurs de ces travaux conduisent à appréhender la question des violences (et notamment des violences extrêmes), à l'ère actuelle, sous l'angle de l'imbrication du crime organisé, de la finance dérégulée et globalisée et d'une corruption devenue massive et centrale et qui vide de son sens propre le système politique.

En Amérique latine, les scandales, liés entre eux, des Panama Papers, de Petrobras et surtout de la multinationale Odebrecht, mais aussi des multinationales espagnoles, ont mis en lumière la puissance de forces et de réseaux globalisés dont l'emprise s'est étendue à presque tous les pays de la région et au-delà.

2- Acteurs institutionnels, politico-juridiques, de la sortie de violence

Processus et accords de paix, peacemaking, peacebuilding et peacekeeping. Trêves, vérification des accords. DDR : désarmement, démobilisation, réintégration. Reconversion institutionnelle, retour ou entrée en politique selon des modalités conventionnelles (« recyclage » ou « reconversion » des anciens combattants). Justice transitionnelle. Procès. « Post-conflit ». Sortie de conflit et politiques de développement (Colombie et Côte d'Ivoire). C'est l'un des domaines qui donne lieu à la littérature la plus abondante, justice transitionnelle, commissions de la vérité et de la réconciliation notamment. Les cas étudiés dans le cadre de SoV sont surtout

situés en Amérique latine (Sophie Daviaud, Eduardo Pizarro, Ricardo Peñaranda, Maria Victoria Uribe, Maria Emma Wills, Victor Quintana...). Mais ces thèmes sont également présents dans les études de cas en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient (voir le rapport de la tâche 5).

Le film de Natalia Orozco, El silencio de los fusils, qui a fait l'objet d'une présentation et d'un débat en présence de l'auteur dans le cadre de SoV, constitue une illustration remarquable d'un processus de négociations de paix.

Les études des processus de sortie de violence se centrent très souvent sur les voies institutionnelles, sur les acteurs étatiques, contre-étatiques, interétatiques : militaires, policiers, guérilleros, magistrats, experts ; gouvernements, partis, Etats ou groupes d'Etats étrangers, instances internationales, fondations, ONG, etc.

Principaux thèmes traités dans cette littérature (ils se chevauchent et s'entrecroisent, et certains d'entre eux relèvent aussi des sections suivantes, plus attentives aux acteurs non institutionnels quand celle-ci s'intéresse principalement aux instances nationales ou internationales) :

- Les négociations et accords de paix : nombreux travaux relatifs à l'Amérique centrale des années 1980-1990 ; Eduardo Pizarro (2017) fournit la synthèse la plus complète et la mieux documentée de la longue et riche histoire des négociations de paix avec les groupes armés en Colombie. L'Afrique présente, selon Cyril Musila (intervention dans la Plateforme « Violence et sortie de la violence »), un nombre considérable d'accords de paix, qui, dans leur majorité et pour l'essentiel n'ont pas été respectés.
- Les politiques, opérations et

expériences de DDR (Duclos 2010). La démobilisation et le désarmement des FARC en application de l'accord de paix de 2016 en Colombie ont été relativement réussis. Ce n'est pas le cas de la réintégration (politique, sociale et économique) des combattants.

- La justice transitionnelle. Les nouvelles normes et modalités d'organisation judiciaire et parajudiciaire et des politiques de réconciliation (Lefranc 2006, 2014, Israël et Mouralis 2014). La juridiction spéciale pour la paix, JEP, mise en œuvre en Colombie à partir de novembre 2018 en application là aussi de l'accord de paix de 2016 a fait l'objet d'une étude spécifique par Sophie Daviaud.
- Les politiques de la mémoire historique, les commissions vérité et réconciliation (Martin 2009, Hazan 2007, Lefranc 2013, Pinheiro 2015).
- Les procès pour génocide et crimes contre l'humanité. Nationaux : Guatemala (*working paper* de Coralie Morand)¹, Colombie, Argentine (contributions de Sophie Daviaud). Ou internationaux : la CPI, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie qui a fait œuvre pionnière, les autres tribunaux *ad hoc* (Rwanda, Cambodge, Sierra Leone, Liban) (Claverie 2012, Guichaoua 2006). Ces procès sont aussi, et peut-être surtout, l'occasion d'élaborer un récit des violences. Jusqu'à présent aucun des pays de référence (et, de fait, aucun pays d'Amérique latine) n'a été soumis à la justice pénale internationale instaurée par le traité de Rome. Des justices nationales (espagnole, française) ont poursuivi

des militaires chiliens et argentins accusés de crimes contre l'humanité en vertu de ce traité (Marie-Christine Doran).

- Le « post-conflit », notion usuelle mais vague qui englobe quelques-unes des rubriques précédentes, est l'objet de controverses. Dans la plupart des cas il semble plus approprié de parler d'après-guerre, de « post-conflit armé », car l'un des défis est de passer de l'affrontement violent au conflit négocié et institutionnalisé, même si le résultat de ces tentatives est souvent décevant. En ce sens, l'étude du phénomène de la criminalisation des mouvements sociaux durant et après les conflits armés peut se révéler utile (Suarez 2017 : Doran 2017). La notion de post-conflit est également imprécise quant à sa délimitation chronologique. Quand peut-on considérer que la phase du post-conflit est achevée ? Sur ce sujet, les parties prenantes dans les violences et les cessations de violence (gouvernements, anciennes organisations combattantes, instances internationales) ont le plus souvent des points de vue guidés par leurs propres objectifs et intérêts qui ne coïncident pas toujours avec ceux des victimes et d'autres secteurs de la population civile.

Les études relatives aux thèmes ci-dessus et notamment aux négociations de paix, à la résolution des conflits armés (contacts, pourparlers, trêves, cessez-le-feu, accords, DDR) ont donné lieu à une immense production, littérature grise, rapports d'experts, d'ONG spécialisées, d'agences internationales (Secrétariat général des Nations unies, PNUD, Banque mondiale, International IDEA²...).

¹ Le procès du général Rios Montt a débouché sur un fiasco mais a donné lieu au Guatemala à un débat national sur le génocide (Falla 2013).

² On trouvera quelques documents utiles parmi les publications d'International IDEA. Par exemple

Les retours réflexifs en termes de sciences sociales sont moins courants (Smouts 1994, Duclos 2010).³ Garibay (2003, 2008) se centre sur les politiques contre la violence commune.

Nous avons revisité et évalué les productions d'experts, en prenant des distances avec les approches modélisatrices, en termes de boîtes à outils, de recommandations et de recettes transposables, de prêt-à-porter, en usage dans les organismes internationaux et chez les experts des opérations de *peacemaking*, *peacebuilding*, *peacekeeping* ou *nationbuilding*. Nous nous sommes intéressés plutôt aux singularités, aux accidents, aux parcours des acteurs armés (militaires, paramilitaires, guérilleros, terroristes, milices, cartels, etc.), politiques, juridiques, diplomatiques, nationaux et internationaux, à leurs capacités et logiques d'action, ainsi qu'aux initiatives des populations pour promouvoir la sortie de violence, notamment via le recours aux conventions internationales sur les droits humains et autres instruments juridiques. Aux réussites, aux échecs, aux limites de ces initiatives et de ces expériences.

[Un des aspects à prendre en compte dans l'analyse des limites de ces opérations internationales, en plus de leur standardisation, est l'inscription de la référence à la sécurité dans des rapports de pouvoir hégémoniques et contre hégémoniques. La façon dont sont perçues les politiques de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Afrique ou dans le monde arabe comme issues de politiques impérialistes ou post-impérialistes, étroitement associées à la lutte antiterroriste, et leurs échecs, en est un bon exemple (Bagayoko-Penone et Hours

2006 ; Larzillière 2016 ; Leboeuf 2007) (commentaire de Pénélope Larzillière)].

3- Acteurs sociaux de la sortie de la violence

Sortir de la violence par la conflictualité sociale. L'entrée dans la violence est très souvent liée (cause et/ou conséquence) à l'échec ou l'impossibilité du mouvement social. Dans les années 1960-1970, il était courant de considérer la lutte armée comme la continuation (ou le substitut) des luttes sociales (et politiques) par d'autres moyens. Nos études (en Amérique latine notamment) montrent le contraire : l'entrée dans le conflit armé marque ou précipite la fin du mouvement social. Interrogations : l'action non violente ; peut-on sortir de la violence ou la contourner par le mouvement social ? ; des mouvements sociaux peuvent-ils naître sur les traces, les cendres laissées par les violences extrêmes ? Mobilisations pour les disparus, contre l'oubli, pour la mémoire, mouvements exemplaires mais souvent limités, contenus, contrariés.

Dans le cadre de la tâche 4, ces questions ont été traitées spécialement par Marie-Christine Doran, Narda Henriquez, Yvon Le Bot, John Sabogal, Maria Emma Wills. Coralie Morand a rédigé un working paper à partir de sa recherche sur la mobilisation des femmes mayas après le génocide guatémaltèque.

Les mobilisations pour les disparus sont également un sujet transversal (cf. les travaux de plusieurs chercheurs de la tâche 3 : Sabrina Melenotte, Luis López, Paola Díaz).

Nous avons privilégié, au-delà ou en deçà de la figure classique de la section précédente, les acteurs « d'en bas », les initiatives de la société civile, de la

« Le rôle des parlements dans l'aboutissement du processus de réconciliation » (2012).

³ Quelques articles sur ce thème dans *Critique internationale*, « L'anthropologie des organisations internationales », n° 54, janvier-mars 2012.

population autochtone... Nous avons analysé la capacité des acteurs sociaux et culturels à esquiver, contrer, freiner la violence, à s'en dégager, à sortir notamment des violences extrêmes.

Une place importante a été accordée au rôle, très souvent central, des femmes dans les conduites d'évitement et de sortie de la violence, dans les associations, les ONG, les mobilisations pour les « disparus » (contributions, notamment, de Narda Henriquez concernant le Pérou et de Coralie Morand concernant le Guatemala).

La meilleure garantie de pouvoir sortir de la violence est certainement de ne pas y entrer. Une fois la dynamique enclenchée, il est difficile de se soustraire à l'engrenage violence/contre-violence, terreur/contre-terreur. Nos recherches en Amérique latine nous conduisent à faire l'hypothèse d'un « effet Attila » : là où des violences extrêmes ont déferlé, là où elles ont détruit les mouvements sociaux, ceux-ci ont le plus grand mal à renaître (Guatemala, Pérou).

Cependant, outre les conduites et mouvements d'évitement de la violence (ci-dessous), on observe en Amérique latine aussi dans les dernières décennies nombre d'autres expériences positives, réponses aux violences, conduites de rejet, de résistance, initiatives de reconstruction, etc.

L'esquive. Les mouvements d'évitement ou de contournement

Les acteurs déploient des stratégies et des logiques d'action pour ne pas être entraînés dans la spirale des violences, pour s'y soustraire, pour les contourner, les esquiver. Ils y parviennent ou n'y parviennent pas.

Emblématiques de cette figure sont le mouvement pour les droits civiques des années 1960 aux Etats-Unis, Solidarnosc en Pologne dans les années 1980, la figure de Tjibaou en Nouvelle-Calédonie (Tjibaou 1996).

En Amérique latine, les meilleures illustrations en ont été les mouvements indiens et afro-américains (en Colombie, au Chiapas après le soulèvement de janvier 1994, et dans la plupart des pays du sous-continent, jusque chez les Mapuche d'Argentine récemment), qui ont fait preuve d'une capacité d'organisation, d'action, de contestation et de proposition parfois très radicales, sans avoir recours, sinon exceptionnellement et de manière défensive, à la violence armée (Le Bot 2009, Peñaranda 2012 et 2015, Sabogal dans ses travaux au sein de SoV). D'autres tentatives ont eu lieu, souvent parrainées et soutenues par des organisations religieuses et des ONG, par exemple les « communautés de paix » et les « zones humanitaires » en Urabá et Bajo Atrato (nord-ouest de la Colombie). Expériences fragiles confrontées aux pressions et à la volonté de contrôle des acteurs armés, aux critiques des agents et défenseurs d'un Etat centralisé et de l'ordre institutionnel, à l'hostilité des grands propriétaires terriens et des entreprises agro-industrielles, ainsi qu'aux divisions et à la fragmentation de la « société civile » (Agier et Hoffmann 1999, Suarez 2007 et 2012, Rolland 2012, Pécaut 2011-2012, CNMH 2013).

En Espagne, le mouvement des indignés (M-15) s'est caractérisé par sa volonté et sa capacité à refuser la violence, à la contrôler ou la retenir, à esquiver une répression elle-même retenue (Ferret 2014). Comme au Chiapas où après les deux premières semaines d'affrontement, les deux camps ont procédé à une suspension de la violence armée.

Ce qui a fait la force, la portée et l'aura de ces mouvements, c'est notamment la transmutation d'une violence contenue en arme symbolique (substituer le poids des mots, de la parole, au bruit des balles, comme disent les zapatistes). Ils se sont décomposés lorsque cette alchimie n'a plus opéré, en raison de son épuisement ou de la résurgence de la violence.

Jean-Pierre Filiu a présenté, dans le cadre du séminaire « Violence et sortie de la violence », des mouvements de ce type dans le monde arabo-musulman, (« Non-violence populaire et violence imposée dans le monde arabe contemporain »). Le livre de Justine Augier donne aussi à voir des figures de cette non-violence [pourtant les acteurs des « printemps arabes » ont été impuissants à empêcher les déferlements de violence qui ont suivi et ont été écrasés par la répression (Pénélope Larzillière)].

Exilés, réfugiés, déplacés

Les migrations forcées, les déplacements internes et internationaux, l'exil relèvent d'un registre différent de celui des mouvements sociaux. Toutefois ceux qui choisissent ou sont forcés à l'*Exit* peuvent aussi faire entendre leur *Voice*, protester, témoigner... Ils forment souvent des communautés en exil, des associations, mais il est plus rare de les voir porter des mouvements sociaux autonomes.

Ce phénomène est l'une des formes les plus fréquentes et les plus massives de sortie de la violence : déplacements internes et exils, migrations forcées, camps de réfugiés... Pour s'en tenir à nos régions et pays de référence : six millions de déplacés en Colombie, sans doute autant en Syrie ; des milliers de Yézidis fuyant les massacres perpétrés dans leur territoire par l'État islamique ; déplacements massifs en raison des guerres en Afrique (dont la Côte d'Ivoire) ...

Au Mexique et en Amérique centrale, près d'un million de déplacés internes en raison de la violence perpétrée par le crime organisé, des gangs (*maras*) et de l'insécurité liée aux violations des droits humains (exécution extrajudiciaires, disparitions forcées, torture et détentions arbitraires)

La révolte. Les mobilisations contre la violence

Il s'agit de mobilisations qui tentent de s'opposer à des violences en cours, de les enrayer, de les stopper. Elles étaient déjà présentes dans le passé, combinées avec les autres figures mentionnées. Au Mexique, depuis quelques années et de manière massive après le massacre des étudiants d'Ayotzinapa (septembre 2014), on a assisté à un soulèvement moral contre une hyperviolence dont les acteurs gangrèment, instrumentalisent et débordent les appareils étatiques. Comme dans la figure suivante, le noyau est formé par des proches des victimes. Mais il s'agit clairement de sortir de la victimisation, de s'ériger en acteur contre des forces qui tendent à détruire toute capacité d'action, les fondements de la vie en commun et l'idée même d'humanité (le bilan de ces mouvements n'est toutefois pas très encourageant — voir les travaux de Sabrina Melenotte et de Luis López).

On pourrait s'interroger sur la faiblesse des mobilisations sociales et culturelles contre les attentats terroristes perpétrés dans un grand nombre de pays, en dehors de l'indignation et de réactions ponctuelles et éphémères (le 11 janvier 2015 à Paris) (Truc 2016). La terreur vise et parvient souvent à éliminer les acteurs sociaux et la créativité culturelle, elle s'accompagne de la montée des courants et des régimes autoritaires. En même temps, le travail des associations qui œuvrent dans le secteur de la prévention est souvent invisible lorsqu'il est efficace.

Sur le mouvement de la paix en Israël et son reflux Cohen (2017) ; Lamarche (2011, 2013) ; sur les mouvements palestiniens et israéliens féminins pour la paix Pouzol (2008).

Les mouvements contre l'oubli, pour la mémoire

Ce sont des mouvements qui font suite à la catastrophe et sont portés par des victimes, des proches des victimes, des individus et

des groupes qui s'identifient et se solidarisent avec les victimes. En Amérique latine, ils ont acquis une importance particulière pendant et surtout après les dictatures et les conflits armés des années 1960 à 1990, avec des prolongements et des projections jusqu'à nos jours. Ces mouvements pour la mémoire et la défense des droits humains sont portés par des ONG, des fractions des Eglises, des instances internationales (parfois aussi des instances gouvernementales nationales)... plus que par des acteurs sociaux à proprement parler. En contraste avec les acteurs des conflits dont ils sont issus, ils se caractérisent par une focalisation sur l'individu, une valorisation de la personne, du sujet-victime.

Victimes ou acteurs ?

Les organisations humanitaires, nationales et internationales, gouvernementales ou non-gouvernementales, contribuent-elles à la victimisation, à enfermer les victimes dans leur statut de victimes plutôt que de sujets de droits, à enlever aux survivants leur capacité d'action, parce qu'obéissant à la compassion plutôt qu'à une affirmation des droits ? (Vanthuyne 2008 et Moallic 2012 qui analyse le travail de ces « professionnels de la mémoire » ou « entrepreneurs de mémoire » en termes de mobilisation de ressources, de « structures d'opportunité », d'instrumentalisation du vécu des victimes, de transfert d'un capital historique). Encore faut-il noter l'une des limites de cette sociologie hypercritique : à la différence de la pitié, la compassion et l'empathie peuvent permettre d'agir et non de subir, peuvent ouvrir un champ à l'action.

Au Pérou, au sortir de la violence, certaines communautés andines cherchent à reconstruire leur cohésion à travers des pratiques qui combinent mémoire/oubli/pardon et « réconciliation silencieuse » (avec une composante religieuse, de conversion). Elles cherchent

ainsi à retrouver leur autonomie, à maintenir à distance des instances nationales (ou internationales) porteuses d'une « mémoire manipulée qui fait des communautés paysannes des acteurs passifs (victimes), réduits au rôle de populations civiles ayant souffert d'exactions multiples. Cette mémoire tend à fixer à jamais les communautés dans ce rôle, à en faire des objets d'interventions exogènes, de l'Etat en particulier » (Gamarra 2008 p. 78-79).

Dans un contexte également communautaire mais plus ouvert sur le national et l'international, les anciens combattants du groupe armé Quintin Lame refusent d'être considérés comme victimes ou coupables, ils se revendiquent acteurs responsables et légitimes, ne renient pas leur engagement et le poursuivent sous une forme civile, dans leur communauté (Ricardo Peñaranda et John Sabogal).

Dans un autre contexte et sous d'autres formes, c'est aussi l'attitude de la plupart des anciens Tupamaros. Même s'ils se sont convertis à la lutte politique légale, ils ne renient pas leur passé de lutte armée, ils ont plutôt tendance à le glorifier. Ils se revendiquent combattants ou anciens combattants alors que, par exemple, l'Association de mères et parents d'Uruguayens détenus-disparus a ou avait pour habitude de gommer cette dimension et de présenter ces disparus comme de pures victimes sans mentionner leur engagement dans l'action violente (Allier-Montaño 2008).

Une différence cependant entre le cas colombien mentionné et le cas uruguayen. La continuité de la lutte pour les anciens du Quintin Lame est qu'elle obéit à l'exigence de défense de la communauté, le recours aux armes n'était qu'un moyen dans une stratégie défensive, une parenthèse dictée par les circonstances. Chez les Tupamaros, il s'agissait d'une stratégie militaire offensive dans la perspective de la prise du pouvoir d'État, un objectif qu'après leur

défaite ils ont poursuivi, avec succès, par des moyens politiques classiques.

Disparus

Les notions de « disparus » (*desaparecidos*), « détenus-disparus », « disparitions forcées » se prêtent particulièrement à une étude transversale. Elles sont devenues universelles. Elles ont été sinon inventées du moins développées et précisées à partir des luttes au Chili, en Argentine et en Uruguay en liaison avec des ONG (comme Amnesty International), des juristes et organismes internationaux (Joinet 2012, Gatti 2016 et sa contribution à l'ouvrage de synthèse SoV).

En nombre de « disparus » les cas colombien, guatémaltèque et mexicain dépassent ceux du Cône Sud. En Colombie 136 000 disparus pendant les 50 années de conflit (selon la Unidad de Búsqueda créée à la suite de l'accord de paix de 2016).

En relation avec ce thème, les processus d'exhumation et d'identification des corps (Losonczy et Robin 2016).

4- Acteurs culturels, créations culturelles

Champ empiriquement riche, nombreuses expériences, manifestations et productions. Analyses et réflexion à développer au-delà de ce projet. Dans la tâche 4 de SoV, Marie-Christine Doran, Yvon Le Bot, Maria Emma Wills, Johanna Carvajal, Julie Lavielle et dans d'autres tâches Jérôme Ferret, Pénélope Larzillière Sabrina Melenotte, Luis Velasco Pufleau, y ont prêté une attention particulière. Leurs travaux permettent de formuler quelques propositions et recommandations pour de futures approches de ce sujet : éviter déterminisme et réductionnisme, l'approche sociologique ne doit pas prétendre rendre compte de la création artistique ou en épuiser les significations ; de même les productions culturelles ne

peuvent être traitées comme des illustrations des analyses sociologiques. Respecter l'autonomie des productions culturelles. Les deux démarches gagnent à être mises en parallèle, mais maintenues autonomes.

Ne pas chercher à être exhaustif, à énumérer, à recenser les diverses et multiples productions culturelles sur un sujet. Être sélectif, exigeant, ne s'intéresser qu'aux plus significatives, aux plus réussies.

Qu'il s'agisse des productions culturelles comme des mouvements sociaux, il importe d'échapper à la victimisation, de donner voix et capacité d'action aux survivants.

Les productions artistiques, culturelles, sont une composante souvent présente dans les processus de sortie de la violence. Elles ont fait l'objet d'études de cas de type ethnographique (Chili, Colombie, Mexique, Proche-Orient, Rwanda...), et parfois d'analyses les inscrivant dans une réflexion plus large concernant ces processus (Doran 2016).

Dans le cadre de SoV, plusieurs chercheurs (Johanna Carvajal, Yvon Le Bot, María Emma Wills) ont prêté une attention particulière à cette dimension, notamment à des manifestations culturelles récentes ou en cours : les œuvres relatives à la violence et à la sortie de la violence présentées dans le cadre de l'Année France-Colombie (2017) ; les productions relatives aux violences dont sont victimes les migrants au Mexique ; en Syrie, etc.).

5- L'Histoire, la mémoire et l'oubli

Impunité, amnistie, oubli, repentance, pardon, réconciliation, réparation. Politiques de la mémoire historique/politiques de l'oubli. Commissions vérité et réconciliation. Musées et centres de la mémoire, commémorations. Mémoire vive, mémoire historique et affects : histoire vécue → histoire racontée (par ceux qui l'ont vécue) ; histoire objectivée (loin des

relations affectives), l'histoire qui ne touche plus les sentiments d'une génération.

Cette dimension a fait l'objet notamment d'une collaboration active entre SoV et le Centre national (colombien) de la mémoire historique (CNMH) : deux colloques (Bogotá juin 2017, Paris novembre 2017) ont mobilisé sur ces thèmes des chercheurs des diverses tâches du programme SoV, des décideurs et autres acteurs en Amérique latine et dans d'autres aires culturelles.

Le thème des processus mémoriels est déjà très présent dans les sections précédentes. Mais il a fait l'objet d'un traitement spécifique par plusieurs chercheurs dont Narda Henriquez (particulièrement attentive aux dimensions de genre), Ricardo Peñaranda, Maria Emma Wills, ainsi qu'Elizabeth Lira et Alfonso Pérez-Agote.

Alfonso, à qui cette question tenait spécialement à cœur, nous a accompagnés depuis le début du projet. Il nous a malheureusement quittés avant d'en voir la fin. Nous lui rendons hommage.

Bibliographie

- Paloma Aguilar, "Transitional Justice in the Spanish, Argentine, and Chilean Case", *International Conference: Building a Future on Peace and Justice*, Nuremberg, 25-27 juin 2007.
- Héctor Abad, *L'oubli que nous serons (El olvido que seremos)*, Paris, Gallimard, 2010.
- Michel Agier et Odile Hoffmann, « Les terres des communautés noires dans le Pacifique colombien. Interprétation de la loi et stratégies d'acteurs », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 32, 1999.
- Eugenia Allier-Montañó, « Mémoire de l'éloge : les Tupamaros uruguayens dans les débats publics sur le passé récent », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 68, printemps 2008.
- Eugenia Allier-Montañó, « Une histoire des luttes autour de la mémoire sur le passé récent en Uruguay, 1985-2003 », thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2004.
- Kora Andrieu, *La justice transitionnelle. De l'Afrique du Sud au Rwanda*, Paris, Gallimard, 2012.
- Kora Andrieu et Geoffroy Lauvau (dir.), *Quelle justice pour les peuples en transition ?* Paris, Presses universitaires de la Sorbonne, 2014.
- Jean Arnault, « Legitimacy and peace processes : international norms and local realities », in *Legitimacy and Peace Processes : From Coercition to Consent*, London, Conciliation Resources.
- John Arquila et David Rondfeldt, *Networks and Netwars : The Future or Terror, Crimes and Militancy*, Santa Monica, Rand corporation, 2001.
- Luis Astorga, *Drogas sin fronteras*, México, Grijalbo, 2003.
- Luis Astorga, *Seguridad, traficantes y militares*, Tusquets, 2007.
- Luis Astorga (entretien avec), « Drogues illégales et société. Expériences mexicaines », in *Problèmes d'Amérique latine*, n° 87, hiver 2012.
- ATHENA (Alliance nationale des sciences humaines et sociales), *Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent*, mars 2016.
- Scott Atran, *L'état islamique est une révolution*, Paris, Éd. Les liens qui libèrent, 2016.
- Scott Atran, *Talking to the enemy. Violent extremism, sacred values and what it means to be human*, London, Penguin books, 2010.
- Justine Augier, *De l'ardeur*, Arles, Actes Sud, 2017.
- Onur Bakiner, *Truth Commissions : Memory, Power, and Legitimacy*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.
- Richard Bánegas, « Génération 'Guerriers' ? Violence et subjectivation politique des jeunes miliciens en Côte d'Ivoire » in Nathalie Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.
- Elazar Barkan, Alexander Karn, *Taking Wrongs Seriously*, Stanford, Stanford University Press, 2006.
- Judy Barsalou, « The Urge to Remember: The Role of Memorials in Social Reconstruction and Transitional Justice », *United States Institute of Peace*, janvier 2007.
- Daniel Bar-Tal and Gemma H. Bennink, « The nature of reconciliation as an outcome and as a process », in Yaacob Bar-Siman-Tov (dir.), *From Conflict Resolution to Reconciliation*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
- Jean Baudrillard, *L'esprit du terrorisme*, Paris, éditions Galilée, 2002.
- Olga Behar, *Las guerras de la paz*, Bogotá, Planeta, 1985.
- Jesús Antonio Bejarano, *Una agenda para la paz*, Bogotá, Tercer Mundo, 1995.
- Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki, (dir.), *Sociétés en guerre. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, éd. Maison des Sciences de l'homme, 2012.
- Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- Ksenija Bilbija and Leigh A. Payne, eds. *Accounting for Violence : Marketing Memory in Latin America*. Durham [N.C.], Duke University Press, 2011.
- T. Bjørgo and J. Horgan (eds.), *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, Abingdon, Routledge, 2009.
- Elsa Blair, *Muertes violentas. La teatralización del exceso*, Medellín, INER, 2004.

Daniel M. Brinks, *The Judicial Response to Police Killings in Latin America. Inequality and the Rule of Law*, Cambridge University Press, 2008.

Mike Brogden, « La criminalité en Afrique du sud. L'héritage de l'Apartheid ? », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 83-84, septembre 1999.

Laetitia Bucaille, *Le pardon et la rancœur. Algérie / France, Afrique du Sud : peut-on enterrer la guerre ?* Paris, Payot, 2010.

Philippe Burin des Rosiers, *Cultures mafieuses : l'exemple colombien*, Paris, Stock, 1995.

Ian Buruma, *The Wages of Guilt. Memories of war in Germany and Japan*, New York, Farrar, Straus and Young, 1994.

Alvaro Camacho, « Narcotrafic : mutations et politique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 83, hiver 2011-2012.

Alvaro Camacho, *Violencia y conflicto en Colombia*, *Obra selecta*, vol. III, Bogotá, Uniandes, 2014.

Alvaro Camacho, *El narcotráfico en la sociedad colombiana*, *obra selecta*, vol. 4, Bogotá, Uniandes, 2014.

Johanna Carvajal González, « Festival de Artes Escénicas Selva Adentro : Un escenario de reconciliación en el Chocó, Colombia », *Amerika* [en ligne], n° 21, 2021.

Cattaruzza A. Dorier E., « Postconflit : entre guerre et paix ? », *Hérodote*, vol. 3, n° 158, 2015, p. 6-15.

Benoit Challand, *The Exclusionary Power of Civil Society. International Aid to Palestinian NGOs*, Florence, Institut Universitaire Européen, 2005.

Jean-Michel Chaumont, *Survivre à tout prix ? Essai sur l'honneur, la résistance et le salut de nos âmes*, Paris, La Découverte, 2017.

Elizabeth Claverie, « Mettre en cause la légitimité de la violence d'Etat. La justice pénale internationale comme institution et comme scène », *Quaderni*, n° 78, printemps 2012.

Elizabeth Claverie, « La Guerre comme Mémoire, le cas de la Yougoslavie », in G. Mink, P. Bonnard (dir.), *Le Passé au Présent. Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, 2010.

CNMH (Centro Nacional de la Memoria Histórica), *¡Basta ya! Colombia: memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, 2013, et autres titres (un bon

résumé-compte rendu de *¡Basta ya!* par José Darío Rodríguez dans *Problèmes d'Amérique latine*, n° 92, 2014).

Samy Cohen, *Israël et ses colombes. Enquête sur le camp de la paix*, Paris, Gallimard, 2017.

Collectif, « La bataille des droits de l'homme », *Esprit*, n° 435, juin 2017.

Randall Collins, « Micro and macro sociological causes of violent atrocities », *Sociologia, Problemas e Práticas*, n° 71, 2013, p. 9-22. <https://doi.org/10.7458/SPP2013712327>

CONADEP (Comisión nacional sobre la desaparición de personas), *Nunca más, Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1984.

Bridget Conley-Zilkic (ed.), *How Mass Atrocities End*, New York, Cambridge University Press, 2016.

Miriam Cooke, *Dancing in Damascus. Creativity, resilience, and the syrian revolution*, Routledge, 2017.

Emilio Crenzel, *La mémoire des disparitions en Argentine. L'histoire politique du "Nunca Mas" », Paris, L'Harmattan, 2016.*

Crespo, María, and Violeta Fernández-Lansac, "Memory and Narrative of Traumatic Events: A Literature Review", *Psychological Trauma: Theory, Research, Practice, and Policy*, 2015.

Xavier Crettiez et Romain Sèze, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente*, INHESJ, CESDIP, 2017.

Cronin, A. K., *How Terrorism Ends. Understanding the Decline and Demise of Terrorist Campaigns*. Princeton, Princeton University Press, 2009.

Veena Das, « Trauma y Testimonio », dans Francisco Ortega (dir.), *Sujetos de dolor, agentes de dignidad*, Bogotá, Universidad Javeriana, Universidad Nacional, 2008.

Sophie Daviaud, *L'enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien*, Paris, Karthala, 2010.

Daviaud, Sophie, 2020, « Tribunaux et récits des violences. Procès pour crimes contre l'humanité en Colombie et en Argentine », in Camille Goirand et Angélica Müller (dir.), *Documenter les violences : Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2020.

Carlos Iván Degregorri y otros, *Las rondas*

campesinas y la derrota de Sendero Luminoso, Lima, IEP, 1996.

Delpa et M. Bessone (dir.), *Peines de guerre. La justice pénale internationale et l'ex-Yougoslavie*, Paris, éditions de l'EHESS, 2009.

Francisco De Roux, *Los precios de la paz*, Bogotá, CINEP, 1987.

Francisco De Roux, *La audacia de la paz imperfecta*, Bogotá, Ariel, 2017.

Enrique Desmond Arias, *Criminal Enterprises and Governance in Latin America and the Caribbean*, Virginia, Georges Mason University, 2017.

Enrique Desmond Arias et Daniel Goldstein (dir.), *Violent democracies in Latin America*, Durham et Londres, Duke University Press, 2010.

Paola Díaz, « La publicisation d'une vérité pour la réconciliation : le rapport de la Commission Vérité et Réconciliation dans la presse écrite chilienne », *Visages d'Amérique latine*, Sciences Po Paris, n° 6, novembre 2008.

Bruno Domingo, *Terrorisme – Prévenir et réagir par l'action locale*, Dossier d'experts n° 858, Gazette des Communes – Groupe Territorial, janvier 2020.

Marie-Christine Doran, *Le réveil démocratique du Chili. Une histoire politique de l'exigence de justice*, Karthala, 2016.

Marie-Christine Doran, « The Hidden Face of Violence in Latin America: Assessing the Criminalization of Protest in Comparative Perspective », *Latin American Perspectives*, vol. 44, n° 5, 2017, p. 183-206.

Marie-Christine Doran, « Chili: les chantiers d'une nouvelle démocratie », *Relations*, n° 812, 2021.

Marie-Christine Doran, « Le rôle politique de la Mémoire en Colombie et au Chili : Imaginaires, mobilisations, institutions », *The Ethics Forum/ Les ateliers de l'éthique*, vol. 14, n° 2, 2020, p. 43-75.

Lorenzo D'Orsi, « Trauma and the Politics of Memory of the Uruguayan Dictatorship », *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 3, 2015, p. 162-179.

Nathalie Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

Véronique Dudouet (dir.), *Civil Resistance and*

Conflict Transformation: Transitions from Armed to Nonviolent Struggle, Routledge, 2014.

Véronique Dudouet, « Factores, dinámicas y resultados de la transición de la lucha armada a la política no violenta », in Mauricio García-Duran (ed.), *De la insurgencia a la democracia. Estudios de caso*, Bogotá, CINEP, 2009.

A. El Difraoui et Uhlmann M., « Prévention de la radicalisation et déradicalisation : les modèles allemand, britannique et danois », *Politique étrangère*, n° 4, 2015, p. 171-182.

Marcia Esparza, « Post-war Guatemala : long-term effects of psychological and ideological militarization of the K'iche Mayans », *Journal of Genocide Research*, vol. 7, n° 3, 2005, p. 377-391.

Marcia Esparza, Henry R. Huttenbach, and Daniel Feierstein (eds), *State Violence and Genocide in Latin America. The Cold War years*, Londres et New York, Routledge, 2013.

Marcia Esparza, *Legacies of State Violence and Transitional Justice in Latin America: A Janus-Faced Paradigm?* Lexington Books, 2015.

Marcia Esparza, *Silenced Communities: Legacies of Militarization and Militarism in a Rural Guatemalan Town*, Berghahn Books, 2017.

Collectif, « La bataille des droits de l'homme », *Esprit*, n° 435, juin 2017.

G. Falcone, « Qu'est-ce que la mafia ? », *Esprit*, 1992.

Ricardo Falla, « ¿Cómo que no hubo genocidio? », *ALAI*, 2/4/2013.

Frédéric Faux, *Les maras, gangs d'enfants*, Paris, éditions Autrement, 2006.

Jérôme Ferret, *Crisis social, movimientos y sociedad en España hoy*, Zaragoza, Sibirana, 2016.

Jérôme Ferret, *Violence politique totale. Un défi pour les sciences sociales*, Paris, Lemieux éditeur, 2015.

Jérôme Ferret, « La violence refusée des indignados espagnols », *Socio*, n° 3, 2014, p. 375-391.

Vicenç Fisas, *Procesos de paz y negociación en conflictos armados*, Barcelona, Paidós, 2004.

Jean-Pierre Filiu et autres auteurs, *Sur la révolution syrienne*, Paris, éditions La Lenteur, 2017.

Hind Fraihi, *En immersion à Molenbeek. L'enquête qui aurait dû nous alerter !*, Paris, La Différence, 2016.

Béatrice Fraenkel, *Les écrits du 11 septembre, New York 2001*, Paris, Textuel, 2002.

Gabriela Fried, « Piecing Memories Together after State Terror and Policies of Oblivion in Uruguay: The Female Political Prisoner's Testimonial Project (1997-2004) », *Social Identities*, vol. 12, n° 5, 2006, p. 543-562.

Michel Galy, « Politologie d'une rébellion. Une gouvernance par la violence au nord de la Côte d'Ivoire ? », *Cultures et conflits*, n° 65, 2007.

Jefrey Gamarra, « Les difficultés de la mémoire, le pouvoir et la réconciliation dans les Andes péruviennes : l'exemple d'Ayacucho, (Pérou) », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 68, printemps 2008.

David Garibay, « Des armes aux urnes. Processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador », thèse de doctorat, Paris, Sciences Po, 2003.

David Garibay et Guerrero Bernal J-C., « Identifier et interpréter une "crise extrême". La communauté internationale face au conflit armé en Colombie », in M. Le Pape, J. Siméant et C. Vidal (dir.), *Crises extrêmes*, Paris, La Découverte, 2007.

David Garibay, « Diversité des violences contemporaines en Amérique latine », *Amérique latine Mondialisation : le politique, l'économique, le religieux*, Études de la Documentation française, vol. 5274-5275, 2008.

David Garibay et Bérengère Marques-Pereira, « De l'instabilité politique aux dictatures militaires », *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.

Gabriel Gatti, « Desaparecidos. Del éxito (planetario) de una categoría (latinoamericana) para pensar, gestionar y habitar el sufrimiento », colloque « Violences extrêmes : comment en sortir ? Ce que nous enseigne l'Amérique latine », mai 2016.

Alvaro Guzmán, « Homicide, politique et criminalité en Colombie : 1958-2010 », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 83, hiver 2011-2012.

Sarah Gensburger, *Mémoire vive. Chroniques d'un quartier, Bataclan 2015-2016*, Paris, Anamosa, 2017.

Benjamin Gidron, N. Katstanley, Yeheskel Hasenfeld (dir.), *Mobilizing for Peace. Conflict Resolution in Northern Ireland, Israel-Palestine, and South Africa*, New York, Oxford University Press, 2002.

Hermann Giliomee, Jannie Gagliano (dir.), *The Elusive Search for Peace, South Africa, Israel and Northern Ireland*, Cape Town, Oxford University Press, 1990.

Zérane Girardreau (coord.), *Déflagrations. Dessins d'enfants, guerres d'adultes*, Paris, Animosa, 2017.

Jacobo Grajales, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, 2016.

André Guichaoua, « "Vérité judiciaire" et "vérité du chercheur". Témoins et témoignages devant le tribunal pénal international pour le Rwanda », in Marc Le Pape, Johanna Siméant et Claudine Vidal (dir.), *Crises extrêmes*, Paris, La Découverte, 2006

Benoît Guillou, « L'enfer du pardon. La pratique du "plaider coupable" dans les prisons au Rwanda », in *Politika Tepsis*, Workshop international « médiation-conciliation », 2017.

Benoît Guillou, *Le pardon est-il durable ? Une enquête au Rwanda*, Paris, éditions François Bourin, 2014.

Brandon Hamber and Richard A. Wilson, « Symbolic Closure through Memory, Reparation and Revenge in Post-Conflict Societies », *Journal of Human Rights* 1, n° 1, 2002, p. 35-53.

Pierre Hazan, *Juger la guerre, juger l'Histoire. Du bon usage des commissions Vérité et de la justice internationale*, Paris, PUF, 2007.

Pierre Hazan, *La paix contre la justice ? Comment reconstruire un État avec des criminels de guerre*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2010.

Henriquez, Narda et Rosario Figari-Layús, « Justice and Reparation Policies in Perú and Argentina: Toward the Delegitimization of Sexual Violence? », in John Lahai et Khanysela Moyo (eds.), *Gender in Human Rights and Transitional Justice*, Palgrave Macmillan, 2018, p. 207-237.

Henriquez, Narda, « Notas sobre la violencia política, las miradas de género y los trabajos de memoria », in Mercedes Crisostomo Mesa (ed.), *Género y conflicto armado interno en el Perú*, Lima, Fondo Editorial PUPC, 2018, p. 15-47.

Hite, Katherine. *Politics and the Art of Commemoration: Memorials to struggle in Latin America and Spain*, New York, Routledge, 2012.

J. Horgan and K. Braddock, « Rehabilitating the Terrorists? Challenges in Assessing the Effectiveness of Deradicalization Programs », *Terrorism and Political Violence*, vol. 22, n° 2, 2010.

J. Horgan, *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*, London and New York, Routledge, 2009.

A. Huet, *Nos salvó la sagrada selva. La memoria de veinte comunidades Q'eqchi'és que sobrevivieron al genocidio*, Cobán, ADICI Wakliiqo, 2008.

IEPRI (Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales), *Nuestra guerra sin nombre. Transformaciones del conflicto en Colombia*, Bogotá, Norma, 2006.

Isaacs, Anita. « Truth and the Challenge of Reconciliation in Guatemala », in Joanna Quinn (ed.), *Reconciliation(s) Transitional Justice in Postconflict Societies*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014.

Liora Israël et Guillaume Mouralis (eds.), *Dealing with Wars and Dictatorships. Legal Concepts and Categories in Action*, La Haye et Berlin, Asser Press/Springer, 2014.

Vladimir Jankélévitch, « Pardonner ? », *L'imprescriptible* [1971], Paris, Seuil, 1986.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Pas de paix sans justice ? Le dilemme de la paix et de la justice en sortie de conflit armé*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

Elizabeth Jelín, « Les mouvements sociaux et le pouvoir judiciaire dans la lutte contre l'impunité », *Mouvements*, n°47-48, sept.-déc. 2006.

Elizabeth Jelín, *State Repression and the Labors of Memory*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 2003.

Louis Joinet (dir.), *Lutter contre l'impunité*, Paris, La Découverte, 2002.

Moustafa Khalifé, *La Coquille*, Sindbad/actes Sud, 2012.

Colin Knox and Pádraic Quirk (dir.), *Peace building in Northern Ireland, Israel and South Africa. Transition, Transformation and Reconciliation*, New York, Saint Martin's Press, 2000.

Alain Labrousse et A. Wallon (dir.), *La planète des drogues : organisations criminelles, guerres et blanchiment*, Paris, Seuil, 1993.

Karine Lamarche, *Militer contre son camp ? Des Israéliens engagés aux côtés des Palestiniens*, Paris, PUF, 2013.

Karine Lamarche, *En attendant la chute du mur. Agir et protester en Israël aujourd'hui*, Paris, Gingko éditeur, 2011.

Lisa J. Laplante, « Memory Battles: Guatemala's Public Debates and the Genocide Trial of Jose Efraim Rios Montt. (Symposium: Dialogues of Transitional Justice) », *Quinnipiac Law Review*, vol. 32, n° 3, 2014, p. 621-673.

Patricia Lara, *Las mujeres en la guerra*, Bogotá, Planeta, 2000.

Pénélope Larzillière, « On suicide bombings: questioning rationalist models and logics of gender », *International Review of Sociology*, vol. 27, n° 1, 2017, p. 108-125.

Yvon Le Bot, « De la révolution à la mondialisation. Changement de paradigme en Amérique latine », *Socio. Revue des sciences sociales*, vol. 1, n° 2, novembre 2013, p. 39-58.

Yvon Le Bot, « Le processus de paix au Guatemala », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 30, juillet-septembre 1998.

Yvon Le Bot, « Sortir de la guerre », *Lettre internationale*, printemps 1989.

Sandrine Lefranc, *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002.

Sandrine Lefranc (dir.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard éd., 2006.

Sandrine Lefranc, « Du droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008/4 n° 174.

Sandrine Lefranc, « La justice transitionnelle n'est pas un concept », *Mouvements*, n° 53, 2008.

Sandrine Lefranc et Lilian Mathieu (dir.), *Mobilisations de victimes*, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Sandrine Lefranc, « La commission sud-africaine "Vérité et réconciliation", un tribunal des larmes », *La vie des idées*, 8 octobre 2013.

Sandrine Lefranc, « De quel(s) droit(s) la justice internationale est-elle faite ? », *Socio* n° 3, septembre 2014.

Marc Le Pape, Johanna Siméant et Claudine Vidal (dir.), *Crises extrêmes*, Paris, La Découverte, 2006.

Elizabeth Lira et Brian Loveman, *El espejismo de la reconciliación política. Chile 1990-2002*, Universidad Alberto Hurtado, 2002.

Elizabeth Lira, *Derechos humanos. Todo es según el dolor con que se mira*, Santiago, ILAS, 1989.

Anne-Marie Losonczy et Valérie Robin (dir.), *Retour des corps, parcours des âmes. Exhumations et deuils collectifs dans le monde hispanophone*, Paris, Petra, 2016.

P.A. Lupsha, *El tráfico de drogas : Colombia y México. Una perspectiva comparada*, Bogotá, Fondo editorial CEREC, 1990.

Salvador Maldonado Aranda, « Violence d'Etat et ordre criminel. Les coûts de la guerre perdue du Michoacán, Mexique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 89, 2013.

Peter Jan Margry, Cristina Sánchez-Carretero, *Grassroots Memorials. The Politics of Memorializing Traumatic Death*, New York, Berghahn Books, 2011.

Arnaud Martin (dir.), *La mémoire et le pardon. Les commissions de la vérité et de la réconciliation en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Juan Martinez, « Crime, respect et jeux de pouvoir dans les Maras salvadoriennes. Le rôle de la violence dans la circulation et la régulation des hiérarchies du gang », *Problèmes de l'Amérique latine*, n° 87, hiver 2012.

Frédéric Massé, « De la violencia a la política ¿una reconversión lograda ? El caso de El Salvador », *Análisis político*, n° 36.

Federico Mastrogiovanni, *Ni vivants ni morts*, Paris, Métailié, 2017.

Benjamin Moallic, « Les usages politiques de la mémoire en Amérique centrale (Nicaragua-El Salvador, 1992-2009) », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 86, automne 2012.

Ch. Nadeau et J. Saada, « La justice transitionnelle », in Ryoa Chung et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (dir.), *Éthique des relations internationales. Problématiques contemporaines*, Paris, PUF, 2012.

Véronique Nahoum-Grappe, « L'usage politique de la cruauté », in Françoise Héritier (dir.), *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 1997.

Véronique Nahoum-Grappe, « Anthropologie de la violence extrême : le crime de profanation », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 4, n° 174, 2002, p. 601-609.

Carlo Nasi, *Cuando callan los fusiles. Impacto de la paz negociada en Colombia y en Centroamérica*, Bogotá, Norma, 2007.

Nations unies, *La globalisation du crime*, Sommet mondial pour le développement social, New York, ONU, 1995.

Diane M. Nelson, *Reckoning: The Ends of War in Guatemala*. Durham, N.C., Duke University Press, 2009.

Enzo Nussio, *La vida después de la desmovilización: percepciones, emociones y estrategias de exparamilitares en Colombia*, Bogotá, UNIANDES, 2012.

OGD-Observatoire géopolitique des drogues, *La géopolitique de la drogue*, Paris, La Découverte, 1991, 1995.

M.-L. Ollé « Re-présenter l'horreur. Témoignages de la guerre de 36 ans au Guatemala », in Dornier C. et Dulong R. (dir.), *Esthétiques du témoignage*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2005, p. 107-122.

William O'Neill, *Conflict Prevention and Peace Forum (CPPF)*, Program director, 2000.

William Ospina, *De La Habana a la paz*, Bogotá, Random House, 2016.

Marco Palacios et Mónica Serrano, « Colombia y México. Las violencias del narcotráfico », in *Los grandes problemas de México*, tomo XV, *Seguridad Nacional y Seguridad Interior*, México, El Colegio de México, 2010.

Leigh A. Payne, *Uncivil Movements: The Armed Right Wing and Democracy in Latin America*, Cambridge University Press, 2000.

Daniel Pécaut, « Brouillage de l'opposition 'ami-ennemi' et 'banalisation' des pratiques d'atrocité. A propos des phénomènes récents de violence en Colombie », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 83, hiver 2011-2012.

Daniel Pécaut, *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Paris, Lignes de Repères, 2008.

Daniel Pécaut, *Cronica de cuatro décadas de política colombiana*, Bogotá, Norma, 2006.

Daniel Pécaut, *Guerra contra la Sociedad*, Bogotá, Editorial Planeta Colombiana, 2001.

Ricardo Peñaranda et Javier Guerrero (comp.), *De las armas a la política*, Bogotá, Tercer Mundo ed., 1999.

Ricardo Peñaranda, «*Nuestra vida ha sido nuestra lucha*». *Resistencia y memoria en el Cauca indígena*, Bogotá, CNMH, 2012.

Ricardo Peñaranda, *Guerra propia, guerra ajena*, Bogotá, CNMH, 2015.

Juan Perez, « Guatemala : la présence constante de la peur... », *Sud/Nord*, vol. 1, n° 18, 2003.

Alfonso Pérez-Agote, « De la violencia política a la política convencional: los factores determinantes del proceso en Euskadi y su catalización », in Isidro Sepúlveda (ed.), *Nación y nacionalismos en la España de las autonomías*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2018, p. 327-352.

Alfonso Pérez-Agote, *Las raíces sociales del nacionalismo vasco*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 2008.

Paulo Sérgio Pinheiro, « Démocratie et État de non-droit au Brésil: analyse et témoignage », *Cultures et conflits*, n° 59, 2005.

Paulo Sergio Pinheiro, *Brazil's truth commission*, Brown University, 2015.

David Pion-Berlin, *The Ideology of State Terror. Economic Doctrine and Political Repression in Argentina and Peru*, Boulder, The Lynne Rienner Publishers, 1989.

Eduardo Pizarro, *Insurgencia sin revolución: La guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*, Bogotá, IEPRI, 1996.

Eduardo Pizarro, *Cambiar el futuro. Historia de los procesos de paz en Colombia (1981-2017)*, Bogotá, Penguin Random House, 2017.

Béatrice Pouligny, « Une éthique de responsabilité en pratique », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 4, n° 174, 2002, p. 581-590.

Béatrice Pouligny, *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2004.

Valérie Pouzol, *Clandestines de la paix : Israéliennes et Palestiniennes contre la guerre*, Paris, éditions Complexe, 2008.

Jean Rivelois, *Drogue et pouvoirs : du Mexique aux paradis*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Jean Rivelois, « Une fragilité latino-américaine : quand criminalité et violence concurrencent et minent les États », *Revue internationale et stratégique*, n° 111, 2018, p. 61-71.

Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2004.

Antonius Robben, « From Dirty War to Genocide: Argentina's Resistance to National Reconciliation », *Memory Studies* vol. 5, n° 3, 2012, p. 305-315.

Valérie Robin Azevedo (coord.), *Cargo*, *Revue internationale d'anthropologie culturelle & sociale*, n° 6-7, dossier « Mémoires et violences extrêmes », 2017.

Stellio Rolland, « Mobilisation de résistance au conflit armé dans le Nord-Ouest de la Colombie. De l'opération "communautés de paix" à la mise en place des "zones humanitaires" », in Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki (dir), *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, éd. Maison des Sciences de l'homme, 2012.

Stellio Rolland, « Des regroupements de desplazados en résistance à la formation d'espaces protégés dans le conflit armé colombien », in M. Agier (dir.), *Réfugiés, sinistrés sans papier. Politiques d'exception*, Paris, Téraédre, 2012.

Valérie Rosoux, « Rwanda : les risques d'une réconciliation idéalisée », *Déviance et société*, vol. 40, n° 3, 2016, p. 309-326.

Valérie Rosoux, « Réconciliation post-conflit : à la recherche d'une typologie », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 22, n° 4, 2015, p. 557-577.

Valérie Rosoux, « Après-guerre : mémoire versus réconciliation », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 22, n° 4, 2015, p. 469-476.

Alain Rouquié, *Guerres et paix en Amérique centrale*, Paris, Seuil, 1992.

Alain Rouquié, *A l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

Rousseau C., Morales M. et Foxen P., « Going Home: Giving Voice to Memory Strategies of

Young Mayan Refugees who Returned to Guatemala as a Community », *Culture, Medicine and Psychiatry*, n° 25, 2001, p. 135-168.

Victoria Sanford, *Mothers, Widows and Guerrillas. Anonymous Conversations with Survivors of State Terror*, Uppsala, Life & Peace Institute, 1997.

Victoria Sanford, *Buried Secrets : Truth and Human Rights in Guatemala*, New York, Palgrave Mc Millan, 2003.

Julie Saada, « La justice pénale internationale, entre idéaux et justification », *Revue Tiers Monde*, vol. 1, n° 205, 2011, p. 47-64.

Gonzalo Sanchez, *Guerre et politique en Colombie*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Roberto Saviano, *Extra pure. Voyage dans l'économie de la cocaïne* [« Zero Zero Zero: Viaggio nell'inferno della coca »], Paris, Gallimard, 2014.

Mylène Sauloy et Yves Le Boniec, *A qui profite la cocaïne ?* Paris, Calmann-Lévy, 1992.

Jacques Sémelin, *Pour sortir de la violence*, Paris, éditions de l'Atelier, 1983.

Jacques Sémelin et Christian Mellon, *La Non-violence*, Paris, Presses universitaires de France.

Jacques Sémelin, « Extreme violence : can we understand it », *Revue internationale des Sciences Sociales*, décembre 2002.

Jacques Sémelin, *Résistance Civile et Totalitarisme*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

Marie-Claude Smouts (dir.), *L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki*, Bruxelles, éditions Complexe, 1994.

Stern, Steve J. *Battling for Hearts and Minds : Memory Struggles in Pinochet's Chile, 1973-1988*. Durham, Duke University Press, 2006.

Steve Stern, *Reckoning with Pinochet : The Memory Question in Democratic Chile, 1989-2006*, Durham, NC, Duke University Press, 2010.

Benjamin Stora, *La Gangrène et l'Oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991.

Benjamin Stora, *Le Transfert d'une mémoire. De l'« Algérie française » au racisme anti-arabe*, Paris, La Découverte, 1999.

Benjamin Stora, « 1999-2003. Guerre d'Algérie, les accélérations de la mémoire », in Mohamed Harbi, Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie. 1954-1962, la fin de l'amnésie*, Paris, Robert Laffont, 2004.

Scott Straus, *Making and Unmaking Nations : War, Leadership, and Genocide in Modern Africa*, Ithaca, Cornell University Press, 2015.

Natalia Suarez, « Le travail de résistance des femmes persécutées dans des situations de guerre : le cas de la Colombie », in J. Freedman et J. Valluy (dir.), *Persécutions des femmes, savoir, mobilisations et protections*, Bellecombe-en-Bauges, éd. du Croquant, 2007.

Natalia Suarez, « Epreuves d'altérité dans les enclaves insurrectionnelles. Le cas de la Colombie », in Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki (dir.), *Sociétés en guerre. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, éd. Maison des Sciences de l'homme, 2012.

Jean-Marie Tjibaou, *La présence kanak*, Paris, éd. Odile Jacob, 1996.

Tzvetan Todorov, « La mémoire et ses abus », *Esprit*, n° 193, 1993, p. 34- 44.

Truth and Reconciliation Commission of Justice 1999. *Truth and Reconciliation Commission of South Africa Report*, Londres, MacmillanReference, New York, Grove's Dictionaries.

Alain Touraine, *La parole et le sang* (4^e partie, chapitre 2), Paris, éditions Odile Jacob, 1988.

Gérôme Truc, *Sidéérations : une sociologie des attentats*, Paris, Puf, 2016.

María Victoria Uribe et Rodrigo Parrini, *La violencia y su sombra. Aproximaciones desde Colombia y México*, Bogotá, Universidad del Rosario/UAM-Cuajimalpa, 2020.

María Victoria Uribe, *Anthropologie de l'inhumanité. Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.

María Victoria Uribe, *Hilando fino. Voces femeninas en la Violencia*, Bogotá, Universidad del Rosario, 2015.

María Victoria Uribe, *Ni canto de gloria, ni canto fúnebre. El regreso del EPL a la vida civil*, Bogotá, Cinep, 1994.

Frédéric Vairel, « Le Maroc des années de plomb : équité et réconciliation », *Politique Africaine*, vol. 4, n° 96, 2004.

Karine Vanthuyne, *Le présent d'un passé de violences. Mémoires et identités autochtones dans le Guatemala de l'après-génocide*, Paris/Québec, Hermann/Presses de l'Université Laval, 2014.

Karine Vanthuyne, « La justice transitionnelle à l'épreuve d'inégalités structurelles historiques au Guatemala », *Revue québécoise de droit international*, volume hors-série, mars 2015, p. 289-305 (mai 2014).

Karine Vanthuyne, « Sobrevivir a un genocidio. Apuntes sobre la vida después de la masacre de San Francisco », in Ricardo Falla (ed.), *Negreaba de zopilotes. Masacre y sobrevivencia : finca San Francisco, Nentón, 1871-2010*, Guatemala AVANCSO, 2011.

Karine Vanthuyne, « Guatemala : Se souvenir de la guerre, devenir une victime ? », *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 68, 2008, p. 81-100.

Karine Vanthuyne, « L'anthropologie à l'épreuve des politiques du témoignage. De Rigoberta Menchú aux "victimes innocentes" du conflit armé interne guatémaltèque », *Ethnologie française*, vol. 41, n° 3, 2011, p. 453- 463.

Karine Vanthuyne, « Trois ONG œuvrant pour la 'paix' au Guatemala », in Le Pape, M., Siméant, J. et Vidal, C. *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006.

Manolo E. Vela Castañeda (Universidad Iberoamericana, Mexico), *Los pelotones de la muerte. La construcción de los perpetradores del genocidio guatemalteco*, México, El Colegio de México, 2014.

Luis Velasco-Puffleau, « Après les attaques terroristes de l'État islamique à Paris. Enquête sur les rapports entre musique, propagande et violence armée », *Transposition. Musique et sciences sociales*, n° 5, 2015.

Luis Velasco-Puffleau, « Reflections on Music and Propaganda », *Contemporary Aesthetics*, vol. 12, 2014.

Claudine Vidal, « La brutalisation du champ politique ivoirien », in J.-B. Ouédraogo et E. Sall, *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 2008.

Henrik E. Vigh, *Navigating Terrains of War: Youth*

and Soldiering in Guinea-Bissau, New York/Oxford, Berghahn Books, 2006.

Henrik E. Vigh, « La marge au centre. Sur les réseaux, la cocaïne et le crime transnational à Bissau », *Socio* n° 3, 2014.

Kay Warren, *The violence within*, San Francisco, Westview Press, 1993.

N. Wiegink, « Former Military Networks a Threat to Peace? The Demobilisation and Remobilization of Renamo in Central Mozambique », *Stability: International Journal of Security and Development*, vol. 4, n° 1, 2015.

Richard Wilson, *The Politics of Truth and Reconciliation in South Africa. Legitimising the Post-Apartheid State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Timothy Wickham-Crowley, *Guerrillas and Revolution in Latin America: A Comparative Study of Insurgents and Regimes Since 1956*, N.J., Princeton University Press, 1992.

Michel Wieviorka, « The impossible reverse. Asymmetries and temporality / L'impossible marche arrière : dissymétries et temporalités dans la sortie de la violence », *International Review of Sociology*, 2020.

Michel Wieviorka, « Sortir de la violence », *Socio*, n°5, 2015.

Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Fayard, 2012.

Elisabeth Wood, *Forging Democracy from Below. Insurgent Transitions in South Africa and El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Judith Zur, *Violent Memories: Mayan War Widows in Guatemala*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1998.